

FRANCE-AFRIQUE

Vérités et Mensonges de 1520 à 2020

Ne nous voilons pas la face. Ne faisons pas comme si de rien n'était. Les relations entre la France et l'Afrique ne sont pas bonnes. Diplomatiquement, elles sont excellentes. Mais, interrogez les peuples dans les quartiers pour savoir qu'elles sont catastrophiques. L'Afrique (dans sa pauvreté) reste égale à elle-même. Après avoir affronté l'esclavage, la colonisation et la néocolonisation, que ne peut-elle affronter maintenant ? Elle est prête à tout. C'est donc à la France de changer si elle veut voir son image s'améliorer en Afrique. Est-ce possible ? Nous avons interrogé un spécialiste indépendant de cette relation. Il dit ce qu'il pense de la relation franco-africaine sans langue de bois.

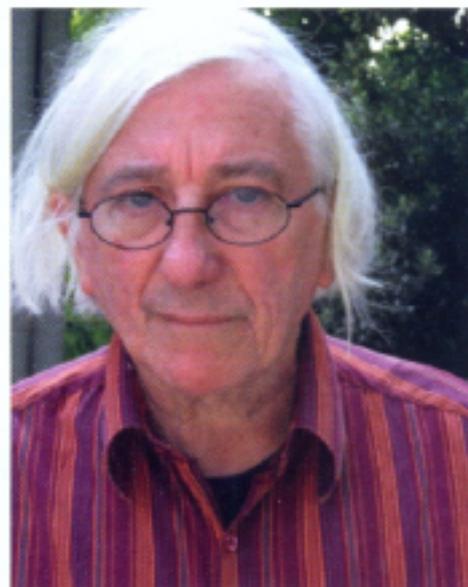
Afrique Education : *La France et l'Afrique, un sujet grave. Allons droit au but. Regardez la Côte d'Ivoire et cette mascarade d'élection dénoncée par la presse française (Le Figaro, Libération, L'humanité, Europe 1, RFI, TV5, Le Monde, France 24, etc.) mais que votre ministre des Affaires étrangères défend. Au nom d'une realpolitik qui tue le futur de la relation franco-africaine ? Comment voulez-vous qu'on aime encore cette France avec un Emmanuel Macron qui félicite Alassane Ouattara d'avoir gagné une élection où 8% de personnes ont voté ? imposture ?*

Jean-Paul Gourevitch : Vous avez raison sur ce que vous appelez la « mascarade » de l'élection en Côte d'Ivoire. Si j'ai bien lu la proclamation du Conseil constitutionnel qui confirme les résultats publiés par la Commission électorale - mais quelle est la composition et de l'indépendance de ce conseil ? Alassane Ouattara aurait été réélu avec un peu plus de 3 millions de voix c'est à dire 92,7% des votants (et non 95,3% si l'on dénombre les suffrages blancs et nuls de gens qui sont allés aux urnes mais ont refusé de voter pour lui ou ses trois adversaires) dans une élection boycottée par l'opposition. La participation pose problème puisque plus

de 20% des bureaux de vote n'ont pu ouvrir, entraînant mathématiquement une réduction du nombre d'inscrits et un gonflement du taux de participation annoncé à 53,9% mais qui en fait, représente moins de la moitié des électeurs inscrits. Je ne vais pas rentrer dans le détail des péripéties et des violences qui ont amené à cette situation. Mais un chef d'Etat ne peut faire autrement que de féliciter un autre chef qui l'a emporté même si des fraudes ont émaillé le scrutin. C'est une règle du jeu de la diplomatie française et internationale (comme on vient de le voir avec Joe Biden) qui soutient les dirigeants élus des Etats quels que soient leurs mérites ou leurs erreurs.

Avec cette situation qui montre une distanciation progressive entre la France et l'Afrique à cause du dégoût des Africains pour cette politique africaine de la France, je vous pose la question : franchement, la France a-t-elle les dirigeants qu'il faut ou c'est moi qui suis sévère ?

Il y a effectivement en Afrique francophone subsaharienne, et j'explique pourquoi dans l'ouvrage, la montée d'un sentiment antifrçais pour des raisons très diverses : colonisation, Françafrique, néocolonialisme, soutien à des régimes corrompus.... Cela ne me paraît corres-



Jean-Paul Gourevitch.

pondre totalement au mot « dégoût » que vous utilisez. Il ne faut oublier que cette attitude n'est pas toujours innocente. On a vu comment l'islamisme radical qui grandit aujourd'hui dans toute l'Afrique et notamment chez les jeunes cadres nourrit ce sentiment qui est également attisé parce que la jeunesse voudrait accéder à un pouvoir qui ne lui laisse qu'une place réduite dans des pays où la survie économique reste un impératif majeur.

Vous travaillez depuis des lustres sur les questions d'immigration africaine. Pourquoi y a-t-il l'omerta dans la (grande) presse française

sur les raisons qui poussent les Africains à migrer en France parfois au péril de leur vie ? Si je vous dis que les Africains viennent massivement en France à cause de la malgouvernance dans leurs pays dirigés par des chefs d'Etat mal élus mais soutenus par la France qui y trouve son compte, que me répondez-vous ?

Je travaille effectivement depuis plus de 20 ans sur l'immigration africaine et je ne crois pas qu'on puisse parler d'omerta de la grande presse (France-Info et les grandes chaînes de télévision nationale y compris France 5 et Arte, le Monde, Libération, La Croix...) qui y est largement favorable alors que tous les sondages montrent que la population y est au contraire majoritairement hostile.

Mais il est vrai qu'il y a un déficit d'information tant sur les flux et les stocks comme disent les experts (bien que les immigrés ne soient pas des marchandises), que sur les dépenses et bénéfiques, et les possibilités réelles de logement et d'emploi au-delà du problème de l'accueil sur lequel l'opinion publique se focalise. La malgouvernance, l'insécurité et les persécutions ne sont que quelques-unes des raisons qui poussent les Africains à quitter leur continent. Aujourd'hui, le flux le plus important est celui des étudiants, avant les raisons familiales, économiques, sociales, politiques et médicales. C'est pourquoi nous menons un combat difficile avec le concours des diasporas africaines pour combattre la désinformation et la xénophobie sous toutes leurs formes. Vous le savez puisque *Afrique Education* a soutenu dans le cadre de l'association Solidarité Internationale notre exposition sur « la Caravane de la Mémoire » et l'ouvrage que j'ai coordonné scientifiquement sur *Les Forces noires africaines*, avant, pendant et après la guerre de 14-18 (SPM décembre 2018).

Quant au fait que la France trouverait son compte dans la gouvernan-

ce actuelle des pays africains, je vous laisse la responsabilité de cette information. Quand on voit ce qui se passe au Sahel dans l'Opération Barkhane - et cela n'exonère nullement l'ancien gouvernement malien ni le nouveau - la France a beaucoup plus à perdre qu'à gagner. Son problème, c'est qu'elle ne peut ni vraiment partir ni vraiment rester, comme il est expliqué dans le chapitre consacré aux Opex (opérations extérieures).

Depuis 25 ans, vous travaillez avec les développeurs en Afrique (pays occidentaux, bailleurs de fonds, etc.). Acceptez-vous votre échec personnel au regard de la fâcheuse situation actuelle ? Pourquoi vos conseils visiblement n'ont pas été suivis d'effet sinon on n'en serait pas à vouloir fermer des frontières européennes qu'on n'arrivera même jamais à fermer ?

C'est me prêter beaucoup que de croire que j'ai une influence déterminante en haut lieu. Juste un détail. Revenant en 2013 de mission en Afrique, j'ai expliqué à mon commanditaire français (le Ministère des Affaires étrangères) qu'il y aurait bientôt des attentats islamistes à Bamako, à Ouagadougou, à Abidjan et à Dakar. Il m'a été répondu par des gens qui ne connaissent souvent l'Afrique que par une semaine de colloque dans des hôtels cinq étoiles de capitales, que j'« instrumentalisais les peurs » et que je « roulais pour l'extrême-droite » (!!). Or les attentats se sont bien produits et, Dieu merci, pas encore à Dakar.

Il faut comprendre - et s'il y a un échec, c'est bien celui-là - que nos rapports de terrain, quand ils sont vraiment pris en compte, ne servent souvent qu'à préparer des arbitrages qui sont pris en dehors de nous. Les Africains le savent bien. Dans une négociation avec la France un « oui » est toujours oui, mais un « non » n'est jamais qu'un « On verra plus tard. Présentez-moi un dossier ».

Quant à la fermeture des frontières, vous connaissez ma position. L'Eu-

rope ne peut être une forteresse. L'immigration zéro ou à solde nul est impossible. Et la « remigration » inacceptable. Il n'y a pas de politique migratoire européenne. On m'a reproché mon expression de « shopping migratoire » à propos du choix majoritaire par les Africains, de la France comme pays d'accueil. Mais n'est-ce pas ce que l'on fait tous quand on cherche à s'installer dans un lieu où on trouvera le plus d'avantages et le moins d'inconvénients ? J'ai eu, et ai encore beaucoup de mal à faire comprendre que si l'aide publique au développement facilite la survie des familles, elle ne freine pas l'émigration des Africains mais en accroît le désir et les possibilités. Ce qui aidera l'Afrique à décoller, et favorisera les efforts des Africains qui ont fait ce choix, ce n'est pas l'APD ni même les transferts de fonds, mais les IDE (investissements directs extérieurs). Or ceux qui se lancent dans cette aventure, se préoccupent d'abord de savoir si leurs fonds sont sécurisés, ensuite, s'ils sont rentables.

Mais je ne perds pas courage. J'estime que les diasporas peuvent jouer un rôle fondamental dans ce domaine et que l'immigration virtuelle (des gens du Sud payés par le Nord) est une solution d'avenir comme on le voit déjà aujourd'hui dans les délocalisations des plateformes de secrétariat, de gestion des paiements, de marketing téléphonique...et dans l'intérêt des spécialistes du Nord pour les avancées de la recherche dans le Sud.

Avec l'arrivée de la Chine et d'autres partenaires comme la Turquie, la Russie, qui ont une autre approche du partenariat, voyez-vous encore la France présente en Afrique dans 10 ans ? En Côte d'Ivoire, par exemple, le pays-phare de ce partenariat, les Ivoiriens ne piffent plus la France à cause de son soutien à Alassane Ouattara malgré une élection catastro-

Suite de la page 35

phique et pleine de tueries.

Je crois que les Africains ont déjà compris que ces pays que vous citez qui n'ont pas de liens forts avec votre continent agissent en priorité pour leurs intérêts, voire, par exemple, le détournement du commerce de l'ivoire vers la Chine puisqu'il est – théoriquement – interdit de l'exporter en Europe. La France sera toujours présente mais sans doute pas de la même façon, du moins, je l'espère. Peut-être à côté mais ni au-dessus des Africains ni derrière leur dos.

Quel est le message que vous voulez transmettre dans votre livre ?

Faire un bilan le plus documenté et le moins polémique possible de cinq siècles de présence de la France en Afrique est une entreprise très lourde et chronophage et qui, pardonnez-moi de le dire, ne rapporte quasi rien sinon des critiques et parfois des insultes. Mais c'est

nécessaire. Peu de gens l'ont fait en cherchant leurs informations à la fois chez les chercheurs français et les chercheurs africains. Je suis persuadé que la confrontation des mémoires est indispensable même si elle est douloureuse pour les uns et les autres. Faire l'inventaire d'une situation. Mettre sur la table les problèmes qui fâchent. Éviter les dérobades ou l'affichage de solutions utopiques ou précipitées. Et comme le dit la sagesse populaire, « pour savoir où tu veux aller, regarde d'abord d'où tu viens ».

Votre dernier mot ?

C'est un peu la conclusion de l'ouvrage. « Les véritables amis de l'Afrique sont ceux qui s'interdisent de donner des leçons... mais qui savent... que le XXI^e siècle ne se construira pas sans les Africains ni contre eux ». ■

Propos recueillis par
Jean-Paul Tédga

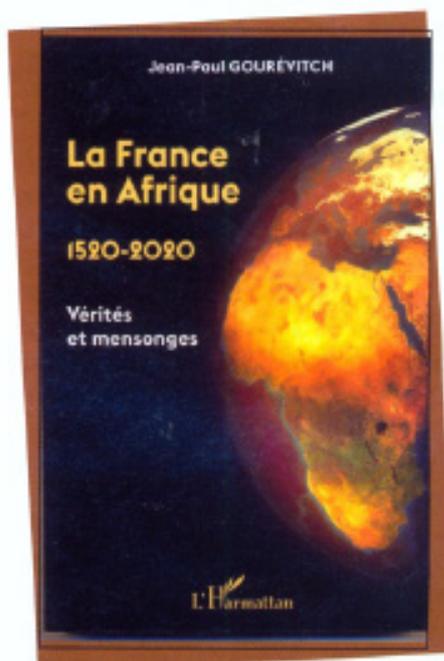
La France en Afrique 1520-2020

Vérités en mensonges

Par Jean-Paul Gourevitch

Editions L'Harmattan

Juillet 2020, 28 euros



LIVRES

Aduna, monde visible/Monde invisible

À pied de la falaise, **Aduna** aborde la mythologie de l'Afrique subsaharienne et offre une nouvelle immersion dans un monde de traditions.

Ce très bel ouvrage n'a aucune visée ethnologique, ce n'est ni un dictionnaire des coutumes africaines ni un ouvrage à valeur anthropologique. Il ne s'agit pas non plus d'un livre sur « LA » culture africaine. Même si la religion traditionnelle semble commune, chaque ethnie en a son interprétation propre. **ByMoko** s'intéresse à

l'Afrique subsaharienne, et propose l'interprétation de quelques-unes de ses coutumes, légendes et entités. Il a ainsi laissé oeuvrer son crayon, sans le contraindre ni le refréner, l'important à ses yeux étant d'y insuffler son amour pour l'Afrique et de démontrer que tout est lié au passé, au présent et au futur.

Le monde visible et le monde invisible sont deux mondes jumelés. L'un ne peut exister sans l'autre. Tous deux reliés, ils se répondent indéfiniment. ■



Aduna, Monde visible/ Monde invisible

Par **ByMoko**

Album cartonné - 40 pages

Parution : 4 novembre 2020

Revue L'Histoire, Spécial 1885 Conférence de Berlin

Le partage de l'Afrique

C'est dans les années 1880 que la colonisation, jusque-là limitée aux côtes, s'enclenche en Afrique centrale. Quel rôle a joué dans cet emballement la conférence que **Bismarck** convoque à Berlin en 1884-1885 ?

Loin du lieu commun d'un partage de l'Afrique, la

seule décision pérenne fut la création de l'Etat indépendant du Congo – en fait propriété du roi des Belges **Léopold II**.

Au-delà de l'Europe, c'est souvent sur le terrain et avec les acteurs africains que se dessinent les nouvelles frontières du continent. ■

